

amendement indicatif (Installation de l'automatique rural) [10 novembre 1954] (p. 4908). ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955, Etat C, Chap. 84-28 : *Son amendement (Recherche de débouchés pour les produits laitiers)* [26 novembre 1954] (p. 5529) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION, Etat A, Chap. 37-41 : *Ordre de discussion* [21 janvier 1955] (p. 110) ; Chap. 37-31 : *Experts des dommages de guerre* [24 janvier 1955] (p. 159) ; Chap. 37-41 : *Décentralisation industrielle et secteur agricole* (p. 166) ; Etat D, paragraphe premier, ligne deuxième : *Dommages mobiliers affectés au solde de dommages immobiliers* [26 janvier 1955] (p. 239) ; Art. 12 : *Urgence d'un débat sur le logement, constructions de logements vastes à loyers bas* (p. 255) ; Art. 13 : « *Bonification d'intérêt* » et « *prime* » ; *Financement de la construction et émissions de la Banque de France* [27 janvier 1955] (p. 307, 308). — Dépose une demande d'interpellation : sur la réduction de la production d'alcool de pomme et de poire [18 mai 1955] (p. 2878) ; — sur les projets visant la marge bénéficiaire des pharmaciens [6 octobre 1955] (p. 4801) ; — sur le marché du beurre (activité de la Société Interlait, importations de produits étrangers) [6 octobre 1955] (p. 4803).

COULON (M. Pierre-Guy), Député de l'Allier (A. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé Secrétaire de la Commission des moyens de communication et du tourisme [23 janvier 1953] (F. n° 218), [9 février 1954] (F. n° 343), [19 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (F. n° 5), [21 octobre 1952] (F. n° 170), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (F. n° 5), [21 octobre 1952] (F. n° 170) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [20 janvier 1953] (F. n° 216) ; de la Commission de l'intérieur [19 janvier 1954] (F. n° 341). — Est désigné par l'Assemblée Nationale pour

la représenter au sein du Conseil supérieur de la sécurité sociale [3 février 1953] (F. n° 228).

Dépôts :

Le 18 janvier 1955, une proposition de loi tendant à prohiber l'usage de la clause de non-concurrence postérieure au contrat de travail des représentants de commerce, n° 9926. — Le 28 juillet 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article L 209 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre par une disposition en faveur des ayants cause français d'origine ou par naturalisation, quelle que soit la date de celle-ci, des personnes de nationalité étrangère, n° 11372.

Interventions :

Son rapport sur les élections du département de l'Indre [5 juillet 1951] (p. 5881).

COURANT (M. Pierre), Député de la Seine Inférieure [2^e circonscription] (R. I.).

Ministre du Budget

(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952,

Ministre du Budget

(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952,

Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme

(Cabinet René MAYER)

du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902) = Est nommé Vice-Président de la Commission de la justice et de législation [19 juillet 1951] (F. n° 7). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (F. n° 5) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (F. n° 5) ; de la Commission des finances [25 mars 1952] (F. n° 123) ; titulaire de la Commission des finances [7 juillet 1953] (F. n° 275), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; du Conseil d'administration de la Caisse autonome de la reconstruction [8 avril 1952] (F. n° 130). — Est nommé, par la Commission des finances,